

47. Marie Mineur (2013)

J'ai eu l'occasion de présenter trois fois Marie Mineur lors de conférences : en 2013, à l'issue d'un dîner de la section verviétoise du Conseil des Femmes francophones de Belgique ; en 2015, dans le cadre du Festival de Résistance de la FGTB (c'est le texte ci-dessous) ; et en 2018 lors d'une des « Grandes conférences » de l'ULiège à Duesberg, où j'évoquai aussi d'autres pionnières verviétoises (cette partie de la conférence de 2018 est reprise sous un autre intitulé sur ce site Internet).

1. Pourquoi Marie Mineur ?

Je remercie le Centre verviétois André Genot de m'avoir proposé une nouvelle et troisième fois de prendre la parole lors de son Festival de Résistance, pour évoquer ce soir la belle figure de Marie Mineur, cette ouvrière verviétoise pionnière du féminisme et de la laïcité qui était tombée complètement dans l'oubli jusqu'il y a deux ans et demi.

Je remercie aussi vous tous qui êtes restés ou venus pour m'écouter, et notamment mon épouse et mes deux féministes de fille.

Celles-ci marchent sur les traces de leur père puisque voici 37 ans, en 1978, j'étais non seulement plus jeune et moustachu mais je militais avec Fabienne Henrot et Claire Debaar, entre autres, dans un groupe féministe pour la dépénalisation de l'avortement, groupe qui poussa le radicalisme jusqu'à exclure les quelques hommes de ses rangs et dont les animatrices furent ensuite à l'origine de la Maison des Femmes de Verviers, dans les années 1980.

C'est aussi dans ces années-là que j'ai rencontré le nom de Marie Mineur pour la première fois dans le cadre de mes travaux d'historien sur la presse et sur le mouvement ouvrier verviétois, à la suite de l'historien gantois Jan Dhondt et du Genevois Jacques Freymond, qui avaient croisé son nom dans les archives. Mais on n'en savait pas grand-chose, trois lignes en tout, et le peu qu'on en savait et que j'ai moi-même répété dans deux ouvrages en 1984 et en 1996 était en partie faux.

Cela, j'ai pu m'en rendre compte beaucoup plus tard, lorsque qu'à la demande de mon ami Jean Puissant, qui a pris lui aussi la parole ici, j'ai entrepris une recherche spécifique sur Marie Mineur afin de fournir quelques indications supplémentaires sur celle-ci en vue d'un ouvrage qui devait paraître fin 2011 sur Jeanne Vercheval, une féministe louviéroise qui fut à l'origine d'un mouvement qui s'appela les Marie Mineur dans les années 1970.

Mes recherches ont alors abouti à retracer toute la vie et le parcours de la vraie Marie Mineur dans un livre de près de 180 pages dont le manuscrit a reçu en novembre 2012 le premier prix littéraire Prince Alexandre de Belgique, un livre qui est paru à l'été 2013 aux éditions Avant-Propos à Bruxelles, avec l'aide notamment de la FGTB de Verviers.

Si vous ne l'avez pas encore lu, j'en ai quelques-uns ici au tarif préférentiel de 15 € et j'espère donc vous mettre en appétit en retraçant ce soir l'essentiel de la vie de Marie Mineur, mais je dois commencer par trois rappels historiques pour resituer la trajectoire de Marie Mineur

dans son contexte, qui est celui de l'âge d'or de Verviers, des débuts du mouvement ouvrier, et des premiers pas du féminisme en Belgique. Je sais que plusieurs d'entre-vous m'ont déjà entendu, parfois à diverses reprises, résumer les deux premiers points mais je ne peux pas ne pas y revenir par respect pour les autres.

Commençons par l'âge d'or de Verviers d'abord.

Je suis surpris parfois en disant qu'un des signes les plus marquants du développement économique verviétois au XIXe siècle, c'est la densité de son réseau de bus actuel. Celui-ci est en effet l'héritier, quasi inchangé dans ses grandes lignes, du réseau de trams inauguré en 1884, à une époque où, tout comme aujourd'hui d'ailleurs, seules les villes prospères pouvaient s'offrir pareil équipement. Au XIXe siècle, c'est le cas de la capitale, Bruxelles ; de deux villes flamandes seulement, Anvers et Gand ; et de trois villes wallonnes, Liège Charleroi et Verviers. Voilà qui situe l'importance.

Si Verviers est alors au rang des toutes premières villes belges, c'est dû à son industrie textile, qui a connu deux grandes phases d'expansion. La première se situe au début du XIXe siècle avec la mécanisation du textile, entamée en 1801 lors du démarrage de la révolution industrielle sur le continent grâce à la collaboration entre le mécanicien anglais William Cockerill et des patrons verviétois particulièrement entreprenants et ouverts à la modernité, dans cette usine-ci précisément, rue de Limbourg. La seconde phase de développement, entre 1850 et 1875, c'est lorsqu'une nouvelle génération exploite une autre série d'innovations techniques pour le lavage des laines australiennes ou sud-américaines et la fabrication de produits semi-finis. C'est de cette époque que date par exemple l'usine Hauzeur-Gérard en Gérardchamps.

Une première conséquence directe de cette expansion du textile, c'est qu'une industrie de construction mécanique, corollaire naturel de la mécanisation du textile, acquiert elle aussi une importance majeure en exportant des machines toujours innovantes dans le monde entier. Ce n'est pas un hasard si la première automobile construite en Belgique, par Gérard Dasse, en 1894, le fut à Dison, rue de Verviers, dans le quartier de la Pisseroule.

Une autre conséquence de ce développement économique, c'est la population de la ville qui est multipliée par cinq entre 1801 et 1896, et qui doit se serrer de plus en plus dans le fond de la vallée jusqu'à ce que la ville commence enfin à déborder de celle-ci au milieu des années 1860, avec la création d'une part, pour les ouvriers du quartier des rues de Dison, 600 et Fabriques au nord de la ville et d'autre part, pour les bourgeois, du quartier de la rue du Palais puis du quartier des boulevards au sud, qui sont inaugurés par Léopold II en 1878.

Enfin, la troisième conséquence c'est l'épanouissement précoce des idées politiques progressistes en réaction aux excès du capitalisme industriel : dès les années 1840, une frange de la petite bourgeoisie verviétoise mène une véritable lutte de classes contre les grandes familles d'industriels qui dominent la vie politique locale tout au long du siècle, ensuite, dès 1866, c'est un parti progressiste qui s'installe durablement aux côtés du parti libéral avec des personnalités comme l'architecte Humblet ; enfin c'est à Verviers qu'à la fin du siècle, à l'instar de l'abbé Daens à Alost, un premier parti démocrate chrétien tente en vain de se constituer en Wallonie en rupture avec le parti catholique traditionnellement conservateur et en

concurrence avec le mouvement ouvrier socialiste qui, lui, s'est implanté dans la cité lainière dès les années 1870.

J'en viens donc aux débuts du mouvement ouvrier verviétois au sein duquel évolua Marie Mineur. C'est à la fin de 1867 que le mouvement ouvrier verviétois prend son envol, trois ans après la création à Londres en septembre 1864 de l'Association internationale des Travailleurs et un an après la loi autorisant enfin le droit de grève et d'organisation aux ouvriers, qui par contre resteront encore privés du droit de vote jusqu'en 1893.

Fin 1867 donc, plusieurs ouvriers, dont le Disonais Frédéric-Joseph Thiry et le Verviétois Pierre Fluche, fondent la Société des Francs-Ouvriers, ils décident la publication d'un journal, *Le Mirabeau*, et ils rejoignent l'Internationale au printemps 1868 à l'invitation du Bruxellois Eugène Hins, qui est aussi le beau-frère du futur préfet de l'Athénée de Verviers, Thil Lorrain.

Ce groupe verviétois va se révéler particulièrement énergique en multipliant les meetings où parlent ses orateurs. Leurs efforts seront couronnés de succès. En quelques mois, l'Internationale crée des sections à Dison, Ensival, Pepinster et Polleur et puis à Stembert, Jusleville, Nessonvaux, Cornesse, Wegnez et Petit-Rechain, en plus de celles de Verviers, ainsi qu'une section regroupant des ouvriers de la très importante colonie allemande qui vit à Verviers.

Puis c'est en matière syndicale que Verviers donne le ton puisque les premières « caisses de résistance » en Belgique, les premiers syndicats modernes autrement dit, apparaissent dans la cité lainière, d'abord chez les ouvriers de la métallurgie en décembre 1868, ensuite dans le textile, puis chez les menuisiers début 1869.

Les Francs-Ouvriers ont donc réussi, en un an et demi environ, à susciter la création d'une dizaine de sections locales de l'Internationale et d'une douzaine de syndicats professionnels, et leur Fédération va s'affirmer pendant longtemps comme une des fractions les plus dynamiques de toute l'Internationale en Belgique car partout ailleurs en Belgique, les sections vont très vite disparaître au début des années '70, surtout en Hainaut, au contraire de ce qui se passera dans notre région.

Sur le plan social, les grèves se multiplient à Verviers à partir de la Noël 1868 mais toutes aboutissent à des échecs vu leur impréparation jusqu'à ce qu'en 1871, les militants verviétois obtiennent la journée de 10 heures pour les ouvriers mécaniciens, d'abord chez Houget en Gérardchamps, puis partout ailleurs lors d'un mouvement qui fera tâche d'huile dans le Hainaut et à Bruxelles. Pour la première fois les syndicalistes verviétois donnent ainsi l'exemple de la conquête pacifique d'un avantage social par la force du nombre et surtout de l'organisation.

L'Internationale va ensuite se diviser entre les partisans de l'action politique pour conquérir le pouvoir, symbolisés par Karl Marx, et les partisans de l'action révolutionnaire pour détruire le pouvoir, symbolisés par Michel Bakounine. Le processus de scission est entamé lors d'une réunion des chefs de l'Internationale à Londres en 1871 chez Marx, et il est consommé au Congrès international de La Haye en 1872. Pierre Fluche prend part à ces deux réunions historiques. Il faut dire que la section verviétoise, au printemps 1872, fournit

63 % du montant des cotisations perçues par la direction belge et que les Verviétois disposent même à partir de juin 1872 d'un local permanent au fond de la cour Sauvage, place du Martyr, local qui sert aujourd'hui de réserve et de cafétéria au magasin Blokker.

Au Congrès de La Haye en 1872, les Belges s'opposent en vain à Marx pour empêcher l'expulsion de Bakounine et des anarchistes. Après le congrès, c'est en grande partie sous la pression des Verviétois que la section belge de l'Internationale va aller presque jusqu'au bout de la logique anarchiste dans les mois qui suivent en démantelant ses propres organes de direction et en transférant ceux-ci pour un an à Verviers en 1873.

À ce moment, ce sont les anarchistes conduits par Emile Piette, Olivier Ruwette et Gérard Gérombou qui prennent le dessus à Verviers, au moment où l'Internationale connaît un très net reflux dans le reste du pays. Ils vont jusqu'à remettre en question le syndicalisme, en rejetant non seulement l'action politique mais aussi, désormais, les grèves partielles, pour ne prôner que la grève générale insurrectionnelle et on verra que Marie Mineur a longtemps partagé ces tendances révolutionnaires tout comme la sœur de Ruwette et l'épouse de Gérombou.

Une rupture se produit parmi les Verviétois en 1876 lorsque Piette et ses amis quittent l'Internationale pour fonder en dehors d'elle un cercle anarchiste. Fluche reprend alors le dessus mais pendant ce temps, des militants bruxellois et gantois de tendance marxiste commencent à réorganiser le mouvement ouvrier belge en dehors de l'Internationale, dont les militants verviétois organisent le neuvième et dernier Congrès international dans leur local de la cour Sauvage en septembre 1877. Trois ans plus tard, après 13 années d'existence ce qui est exceptionnel, *Le Mirabeau* disparaît en 1880.

En '85, les efforts des socialistes bruxellois et gantois pour créer un parti politique en dehors de l'Internationale finissent par aboutir à la création du Parti Ouvrier Belge, avec quelques rares militants wallons dont six sont originaires de Verviers. Ce sont ceux qui avec Fluche ont alors recréé un cercle politique, des syndicats et une coopérative qui ouvrira une vaste Maison du Peuple rue du Gymnase en 1894, l'année où quatre ouvriers socialistes sont élus députés à Verviers. Mais quatre ans plus tard, en '98, les élections et l'échec de deux longues grèves balaient tout cela et tout est en quelque sorte à recommencer.

Voilà, rapidement brossées séparément ici alors que dans le livre je les ai entremêlées, les trente années d'histoire ouvrière auxquelles participe Marie Mineur, une histoire dans laquelle celle-ci a apporté une contribution féministe peu fréquente dans ce milieu à une époque où le féminisme est à la fois exclusivement bourgeois et extrêmement peu répandu.

J'en viens donc aux débuts du féminisme belge.

L'infériorité *légal*e de la femme belge est totale au XIXe siècle, et cela vaut aussi bien pour l'ouvrière du textile verviétois que pour la bourgeoise la plus fortunée : n'ayant ni le droit de vote, ni le droit d'être élue, elle est placée en situation de dépendance par toute la législation; elle ne peut travailler sans l'accord de son mari, qui a seul autorité dans le ménage et a le droit exclusif de toucher les gains de sa femme et d'en disposer, mais celle-ci doit par contre être solidaire de ses dettes. Elle seule est condamnée en cas d'adultère ; elle ne peut gérer son

épargne seule ; elle est exclue de tous les emplois publics ou administratifs et l'enseignement secondaire et *a fortiori* supérieur lui est difficilement accessible (voire même interdit).

Les premiers élans féministes en Belgique se sont produits dans les années 1830 lors des débuts de l'indépendance, sous l'impulsion de Zoé Gatti de Gammond et exclusivement dans des milieux bourgeois. Les premières féministes belges adhèrent alors aux idées des précurseurs français du socialisme dont surtout Charles Fourier qui réclament notamment pour les femmes le droit de vote et l'égalité politique. Mais le reflux des idées socialisantes après l'échec des révolutions de 1848 débouche sur une période de réaction et de conservatisme social, éjectant pour longtemps les femmes du champ d'action politique pour les cantonner au rôle de gardienne des valeurs familiales. A la suite de Zoé Gatti de Gammond puis de sa fille aînée Isabelle, que voici, le féminisme belge s'engage alors principalement et pendant plus de trente ans (jusque dans les années 1890) dans l'éducation des filles. C'est n'est qu'en 1892 qu'un féminisme revendicatif sur le plan politique réapparaît dans les milieux bourgeois, avec la création de la Ligue belge du Droit des Femmes. Mais si celle-ci réclamait la réforme du Code civil, l'indépendance économique des femmes et leur accès aux professions libérales, elle se montre encore réservée sur le droit de vote, et les revendications féministes sont tournées en ridicule même par un journal comme *L'Assiette au beurre*, une sorte de *Charlie Hebdo* d'avant 1914 dont j'utilise ce soir plusieurs illustrations.

L'attitude par rapport aux revendications féministes est tout aussi ambiguë à l'autre extrémité de l'échelle sociale, dans les milieux des artisans puis des ouvriers. Les premières associations ouvrières, au milieu du XIXe siècle, ferment leurs portes aux femmes pour réserver aux hommes les emplois les plus qualifiés et, par la suite, l'attitude du mouvement ouvrier à l'égard des travailleuses sera très longtemps réservée.

À l'époque de la première Internationale en Belgique, seule une minorité de militants, incarnés notamment par Eugène Hins, pense que le travail est un droit pour tous et préconise la participation des femmes à la vie syndicale. L'écrasante majorité, sous l'influence de Proudhon notamment, trouve que la place de la femme est au foyer. Plus tard, en 1885, le P.O.B. adopte un programme officiellement féministe et égalitaire mais son attitude est bien différente en pratique car il souffle tantôt le chaud, tantôt le froid sur la question féminine. C'est ainsi qu'il crée en son sein à la fin du siècle une Fédération des Femmes socialistes, mais, partout ailleurs, les instances de ses organisations sont quasi exclusivement masculines. Il accueille une femme, la gantoise Emilie Claeys, au sein de son Conseil général en 1894, mais elle en est écartée deux ans plus tard en raison du scandale provoqué par une affaire d'adultère. Le P.O.B. dit vouloir l'égalité politique, mais en 1901, pour hâter son alliance électorale avec les libéraux, il renonce à revendiquer le suffrage universel des femmes et à partir de cette date, le socialisme belge s'éloigne clairement du féminisme avec lequel il avait semblé partiellement se confondre durant une quinzaine d'années.

C'est dans ce contexte très particulier d'un antiféminisme prolétarien que Marie Mineur et quelques autres ont été en quelque sorte, comme Emilie Claeys à Gand, mais avant elle déjà, une véritable mais minuscule avant-garde dans les années 1870.

2. L'enfance de Marie Mineur

Marie Mineur était née quarante ans plus tôt, à Hodimont en septembre 1831. Son père est un ouvrier teinturier de 32 ans, qui ne sait pas écrire, et sa mère est une ménagère de 35 ans. Il n'y a donc qu'un seul revenu dans la famille.

On peut imaginer la petite enfance de Marie Mineur en se souvenant qu'à l'époque la surpopulation ouvrière est énorme avec plus de douze habitants par maison, soit le taux le plus élevé de toute la province. Non seulement toutes les familles d'ouvriers doivent se contenter d'un logement extrêmement exigü mais celui-ci est dépourvu de distribution d'eau tout comme de latrines.

La ville manque en effet de maisons mais aussi d'égouts et de collecte des immondices. Le canal des usines, qui traverse la cité d'est en ouest et qui apporte aux établissements qui le bordent la force motrice nécessaire avant la généralisation des machines à vapeur, ce canal donc est un cloaque à ciel ouvert, gorgé de résidus et colonisé par les rats. Des fosses situées à proximité des maisons font fonction d'égout et, bien souvent, elles polluent l'eau des puits et des dix pompes que se partagent les vingt mille habitants. L'insalubrité est telle que Marie Mineur connaîtra trois épidémies de choléra en trente ans dont la première fait 170 morts durant l'hiver 1833.

Le salaire quotidien d'un couple lui permet juste de survivre et, au contraire de ce que peut laisser penser ce dessin comme le précédent, des milliers de travailleurs sont « des individus bien plus proches de la mort que de la vie » : ces ouvriers souffrent d'une situation sanitaire pire que dans toutes les autres industries à l'époque, ils sont plongés douze heures par jour au moins dans la chaleur, la pollution et l'humidité des fabriques textiles, où ils sont soumis à des risques d'accidents de travail croissants, les machines n'ayant aucune protection. Plus tard, quand il y aura des toilettes, elles seront dépourvues de portes pour que les contremaîtres puissent surveiller celles et ceux qui y vont.

Comme partout alors en Belgique, le boulot à l'usine commence peu avant cinq heures du matin par tous les temps et toute l'année. On travaille jusqu'à midi avec une interruption à huit heures trente pour déjeuner. A midi les ouvriers retournent manger chez eux car rien n'est prévu à l'usine, puis ils retournent à la fabrique de treize heures jusqu'à dix-neuf heures. Déduction faite des temps de repas, cela fait douze heures et demie de baignade quotidienne excepté le dimanche, jour après jour, année après année sans congé ni retraite, jusqu'à ce que mort s'ensuive. Dans ces conditions, l'alcoolisme fait des ravages dans la cité lainière, où on compte alors un café pour sept maisons.

Voilà le milieu dans lequel se déroule la petite enfance de Marie, qui subit en plus le décès prématuré de son père en 1837, alors qu'elle a seulement un peu plus de cinq ans. À partir de ce moment, sa mère, devenue veuve, devra travailler elle aussi en usine, en allant porter sa fille avant cinq heures du matin chez une autre pauvre femme. À en croire Marie Mineur elle-même, elle eu souvent faim à l'époque.

Par contre, elle aura la chance de bénéficier de rudiments d'instruction par le catéchisme ou dans une des écoles tenues par les sœurs, à une époque où l'enseignement était particulièrement négligé à Verviers, et l'enseignement des fillettes encore plus puisqu'au milieu du siècle encore, 60 % des filles ne fréquentaient aucune école. Marie, elle, suivra donc

des cours de catéchisme et sans doute d'écriture et de lecture mais son cursus scolaire s'arrête à l'âge de huit ans, quand elle entre à l'usine.

Que Marie découvre l'usine à huit ans, en 1839 donc, n'a rien d'étonnant, hélas, pendant tout le XIXe siècle. Pierre Fluche, en 1843, y entrera à onze ans. Il faut reconnaître que le travail des enfants en dessous de douze ans est resté marginal à Verviers, mais les familles les plus pauvres devaient y recourir pour survivre et 5 à 6 % des enfants entre sept et onze ans étaient contraints à l'époque d'aller à l'usine malgré leur jeune âge. La proportion montait à 43 % des garçons et 20 % des fillettes chez les enfants de douze à quatorze ans.

3. Trente années de labeur

Lorsque Marie Mineur commença à militer, au début des années 1870, elle travaillait donc depuis plus de trente années, d'abord en fabrique, puis comme servante, comme vendeuse chez un négociant, ou encore comme femme de ménage, et elle vivait toujours dans la misère, risquant en permanence l'expulsion de son logement, faute de pouvoir payer son loyer dès qu'une maladie la privait de revenus durant quelques semaines. Combien d'années était-elle demeurée ouvrière avant 1870 ? Impossible à savoir. Mais on peut deviner que sa fréquentation des usines verviétoises lui avait fait personnellement endurer toutes les difficultés de la condition des femmes dans les fabriques verviétoises de son temps.

Au milieu du XIXe siècle, quand Marie Mineur a 25 ans, elles sont alors 3.200 femmes, sur 27.000 Verviétois, à travailler dans l'industrie textile. Leur salaire moyen varie de septante à quatre-vingt centimes par journée de douze heures trente de travail, c'est-à-dire moins que le travailleur masculin le moins bien payé, puisque ceux-ci gagnent entre un franc et deux francs cinquante par jour.

Seule la misère pousse ces femmes à travailler en usine. Soixante pour cent d'entre elles ont moins de vingt ans, car beaucoup arrêtent lors du mariage. Mais trente pour cent de ces ouvrières sont mères de famille, avec en moyenne trois enfants, pour lesquels il n'existe au milieu du siècle qu'une seule école gardienne et deux crèches seulement pour toute la ville, si bien que les enfants pauvres sont soit pris en charge par des voisins, soit restent seuls au logis ou dans la rue, ce qui accroît encore une mortalité infantile déjà considérable.

Dans ces conditions, on comprend pourquoi entre le milieu du siècle et les années 1870, les femmes verviétoises et wallonnes en général ont commencé à réduire leur fécondité par l'abstinence, le coït interrompu ou l'avortement. Les couples entreprennent alors une « révolution au lit », un mouvement massif et silencieux de dénatalité afin d'adapter leur nombre d'enfants à leurs conditions de vie.

Ce choix s'est peut-être posé pour Marie, car elle est restée sans enfants. C'est en 1849 qu'elle épouse un métallurgiste, Jean-Joseph Bastin, de sept ans son aîné. Marie vit alors rue Xhavée et elle est désignée comme journalière dans l'acte de mariage, c'est-à-dire un travailleur constamment à la frontière des actifs et des sans-emploi, tantôt l'un, tantôt l'autre en fonction de la conjoncture, un travailleur parmi les moins bien payés, un pauvre entre les pauvres.

Marie n'a pas 18 ans quand elle épouse Jean Bastin et elle est exceptionnellement précoce pour l'époque car la plupart des ouvrières verviétoises se marient alors autour de 28 ans. Ce mariage ne va pas durer plus de quinze ans, puisque le couple est séparé en 1866. Marie travaille alors comme couturière et vit en Gérardchamps et c'est donc cette femme seule qui va entendre parler de l'Internationale, dès 1868 dira-t-elle, et qui s'y investit quatre ans plus tard.

4. Les premières militantes

La première section de femmes au sein de l'Association internationale des Travailleurs fut créée par des militantes à Genève en 1868 dont la Russe Elisabeth Dmitrieff et l'épouse polonaise de Bakounine, Antonia. Ces militantes rompaient ainsi avec le rôle habituellement dévolu aux femmes dans le monde de l'Internationale, qui était comme je l'ai dit plutôt hostile à la femme en tant que militante et qui préférait cantonner celle-ci à un rôle de soutien du militant engagé. Un rôle de soutien absolument pas négligeable d'ailleurs, comme l'a observé un des premiers historiens belges de l'Internationale, Jan Dhondt, qui écrivait en 1968, je cite : « Le problème que pose le militant de la première Internationale, c'est qu'il ait survécu, c'est qu'il n'ait pas toujours fini dans le renoncement, la folie ou la trahison car beaucoup ont fini de l'une de ces trois manières. L'explication de la survie du militant, on la trouve sans doute souvent dans sa compagne. Que certains aient persévéré jusqu'à la mort dans une lutte dont on a peine à concevoir qu'elle ne leur apparaissait pas sans espoir, cela peut s'expliquer par l'appui, le réconfort, la collaboration totale qu'ils trouvaient dans leur foyer, et qui les aidait à surmonter dégoût, défaillance et désespoir. »

Mais, à l'exemple des Genevoises, certaines militantes en Wallonie n'allaient pas se limiter à ce rôle de soutien, aussi indispensable soit-il. C'est dans la région de Charleroi, à Montigny-sur-Sambre, que des ouvrières prirent l'initiative de créer une première section de femmes, sans doute une mutuelle puisqu'elle s'appelait « les Prévoyantes », dont une déléguée, Léonie Andrès, prit la parole au 5^{ème} congrès de la section belge de l'Internationale en juin 1870.

A Verviers, c'est en février 1872 que débute l'action militante d'une série de travailleuses et ces débuts se situent, chronologiquement, entre deux interventions extérieures qui ont pu jouer un rôle dans le processus. C'est d'abord, en octobre et novembre 1871, une série de conférences qui sont données dans l'agglomération par une flamboyante exilée, d'origine allemande mais veuve d'un français au nom italien, une *pasonaria* avant la lettre ayant participé deux ans plus tôt à la Commune de Paris après avoir milité en Espagne puis combattu en France aux côtés de Garibaldi. Mina Puccinelli, c'est son nom, parle à sept reprises dans la région, à Verviers, Dison et Ensival, chaque fois devant des centaines de personnes dont beaucoup d'ouvrières, avant d'être expulsée du pays à la mi-novembre 1871. Chaque fois, elle exhorte les femmes à s'organiser.

Le 2 juin suivant, c'est un des leaders de la section belge, le Bruxellois Eugène Hins qui prend la parole devant des militantes verviétoises. Celles-ci ont créé quatre mois plus tôt un cercle d'instruction mutuelle qui se réunit chaque mois dans une salle au bas de la rue Fyon, juste derrière la rue de la Montagne. Hins, qui vit alors à Verviers avant de s'exiler en Russie et qui sera féministe jusqu'à la fin de sa vie, est invité comme conférencier rue Fyon. Est-ce ou non

à la suite de son intervention, mais les militantes verviétoises, qui se réuniront désormais au local de l'Internationale au fond de la cour Sauvage place du Martyr, décident en juillet 1872 de transformer leur cercle d'instruction mutuelle en une « caisse de résistance des femmes », une organisation clairement de combat cette fois, organisation dont une des responsables, Hubertine Ruwette, est la sœur d'un des militants verviétois de la tendance révolutionnaire.

5. Les débuts militants de Marie Mineur

C'est dans la foulée de la création de la caisse de résistance des femmes que Marie Mineur apparaît dans *le Mirabeau*, où elle signe, d'abord de ses initiales, une première série d'articles sous forme de correspondances dénonçant essentiellement l'emprise de la religion, en particulier chez les femmes. Elle souligne qu'elle-même a été endoctrinée et s'est tue durant quarante ans, mais qu'elle va se rattraper, et comment.

Très vite, Marie s'affirme en effet comme une militante acharnée lors des réunions de la section féminine. C'est elle qui signe les appels mensuels adressés aux femmes dans *Le Mirabeau* à partir du printemps 1873. C'est elle encore qui prend la parole lors de plusieurs meetings de l'Internationale dans la région verviétoise tout au long de l'année mais aussi à Liège au mois de mai et à Yvoz-Ramet en septembre. Pour *La Gazette de Liège*, journal catholique, elle devient alors la « pétroleuse », par référence au mythe des Communardes prétendument coupables d'incendies volontaires durant la semaine sanglante qui vit la répression meurtrière de l'insurrection populaire parisienne.

Les sujets de prédilection de Marie tant dans ses écrits que dans ses discours sont toujours la lutte contre la religion, la nécessité de l'instruction laïque et l'appel à l'association des travailleuses au service de la révolution. Selon *La Gazette de Liège*, je cite, « elle a la voix facile, le verbe haut, et parle abondamment et de façon à entraîner son auditoire », et la police de Verviers, qui surveille tous les militants ouvriers non seulement pour les autorités belges mais aussi françaises, la qualifie de « militante très énergique » dans des rapports des mouchards que j'ai retrouvés à la Préfecture de Paris, comme celui-ci.

Marie continue aussi à envoyer des correspondances au *Mirabeau*, en s'exprimant sans ambiguïté comme socialiste révolutionnaire, par exemple en décembre 1873 dans le passage suivant, je cite encore: « l'avenir est dans les mains de la femme, une fois instruites, nous serons à jamais soustraites à l'influence de ces grands criminels qui portent le nom de représentants du Christ, qui oppriment les consciences et étouffent la vérité. Prenons donc courage, instruisons-nous, afin que nous puissions coopérer au terrassement du colosse qui nous étreint et aider nos frères à parvenir au but tant désiré : la Révolution sociale. »

6. La section des femmes de Verviers

Marie n'est pas la seule, dans ce combat. Comme le relèvent les rapports de police, la section des Femmes de l'Internationale compte 300 affiliées en 1873, 185 encore en 1874, et Hubertine Ruwette ainsi qu'une certaine Marie Lebeau apparaissent régulièrement elles aussi à l'avant-plan. Elles sont rejointes à partir de l'été 1874 par une troisième Marie, Delgoffe, jeune mère de famille et épouse du militant hodimontois Gérard Gérombou qui sera avec

Olivier Ruwette un des acolytes du leader révolutionnaire Emile Piette et qui s'exilera avec lui, ainsi que leurs épouses, à Buenos Aires au milieu des années 1880 pour y recréer un cercle anarchiste.

Marie Mineur et Marie Gérombou prennent ensemble la parole dans la région de La Louvière dans deux meetings à la mi-août 1874, à l'invitation de la section des femmes de la Hestre, qui s'est créée fin juin et qui sera suivie, fin octobre, par une autre section de femmes à Besonriex, la 3^{ème} du Hainaut. Mais on n'entend plus parler de ces sections de femmes en Hainaut après quelques mois d'existence comme cela avait été le cas aussi pour celle de Charleroi en 1870, alors que les activités de celle de Verviers vont se maintenir jusqu'à la fin de la décennie, la dernière mention dans le *Mirabeau* d'une réunion des femmes de l'Internationale datant de fin 1878.

Entretemps, les femmes de Verviers avaient continué d'être représentées tantôt par Hubertine Ruwette, tantôt par Marie Mineur, tantôt par les deux, dans plusieurs réunions importantes du mouvement ouvrier belge ou international, le congrès de la section belge de 1874, le congrès des socialistes flamands et bruxellois à Gand en avril 1877, le dernier congrès de la première Internationale à Verviers en septembre suivant, le congrès socialiste universel de Gand au lendemain de celui de Verviers.

Marie continue aussi à animer des meetings tant à Verviers qu'en région liégeoise, et des propos qu'elle tient contre Léopold II à Seraing et à Ougrée à l'automne 1876 lui vaudront même l'ouverture de poursuites judiciaires restées sans suite.

Après l'essoufflement de la section des femmes à la fin des années '70, les chemins des militantes de premier plan vont se séparer. Au milieu des années 1880, je l'ai dit, Marie Gerombou suit son époux en Argentine. Hubertine Ruwette, elle, est partie pour Bruxelles où elle poursuit la propagande anarchiste aux côtés de son compagnon, le militant français Jean-Antoine Didier, qui avait vécu à Verviers de 1877 à 1879. Marie Mineur, enfin, reste dans la cité lainière et elle va progressivement s'investir de plus en plus dans le combat pour la laïcité, comme bon nombre de militants ouvriers à cette époque, un combat clairement anticlérical comme en témoigne par exemple ce calendrier révolutionnaire verviétois de 1880.

Marie Mineur reste cependant fidèle au combat pour l'émancipation féminine, et la dernière lettre qu'elle fera publier dans *Le Mirabeau*, en juin 1879, est encore pour obtenir du journal qu'il se consacre de temps en temps à cette question, comme il l'a déjà fait d'ailleurs. Marie ne manque pas de souligner qu'hommes et femmes sont égaux en capacités, au moyen de quelques exemples de son temps, je la cite : « est-ce que les facultés intellectuelles manquent à la femme ? Évidemment non, combien d'hommes ne s'estimeraient-ils pas heureux s'ils pouvaient égaler en littérature Georges Sand, Mme de Girardin, Emilie Carlen ; dans les arts n'avons-nous pas Mlle Rosa Bonheur et beaucoup d'autres dont je ne citerai pas le nom. Est-ce la fermeté, le courage qui manquent à la femme? Non, car Véra Sassoulitch a-t-elle manqué de courage, Mme Roland a-t-elle tremblé devant l'échafaud ? ». Fin de citation.

Trois romancières (deux françaises et une suédoise), une artiste peintre ouvertement homosexuelle au mépris des conventions de l'époque, une étudiante nihiliste qui a tenté d'assassiner le chef de la police russe en 1878 et une révolutionnaire française guillotinée en

1793, voilà les figures féminines qui sont données en exemple dans ces lignes de Marie Mineur, les dernières que nous ayons pu retrouver.

Avant d'évoquer pour terminer l'action laïque de Marie, voici un dernier dessin comique de *L'Assiette au beurre*, le temps de faire un bref retour encore sur la vie privée de Marie Mineur pour signaler qu'elle revécut avec son époux Jean Bastin en 1880, qu'elle devint veuve deux ans plus tard, et qu'elle se remaria dès février 1883, à 51 ans donc, avec un tisserand de neuf ans son cadet, François Maréchal, veuf lui aussi et père d'un garçon de onze ans, une seconde union qui dura quarante ans, mais resta sans descendances. Fin de parenthèse.

7. De la section des femmes à l'action laïque.

J'ai dit que beaucoup de militants ouvriers s'étaient investi dans le combat pour la laïcité après l'éclatement de l'Internationale en 1872, à Bruxelles notamment. Dans la région verwiétoise, il existait déjà cinq groupes de libre pensée au milieu des années 1870, respectivement à Cornesse, Wegnez, Ensival, Dison et Verviers, où celui-ci s'appelait les Ouvriers solidaires et avait pour principale mission l'organisation des enterrements civils. Quand il s'agissait d'une défunte, la section des femmes de l'Internationale prenait toujours la parole elle aussi lors des funérailles, mais ces pionnières étaient très peu nombreuses puisque je n'ai repéré que huit cas dans *Le Mirabeau* entre 1871 et 1876, dont la mère de Marie Mineur décédée cette année-là à l'âge de 80 ans.

En 1877, Marie est parmi les fondateurs d'un deuxième cercle de libre-penseurs verwiétois, l'Athéisme, qui se consacre au combat contre la religion, mais elle est également active au sein des Ouvriers solidaires, au point d'en devenir un des six membres du comité, où elle est la seule femme. C'est à son initiative que cette association tente à partir de 1878 d'organiser deux fois par mois des cours d'instruction laïque pour les enfants du peuple, et qu'elle met sur pied le 22 décembre 1878 une «fête des enfants», une sorte de Noël rouge dont les deux organisateurs et orateurs sont Pierre Fluche et elle, un Noël rouge que d'autres militants relanceront à la fin du siècle.

Marie Mineur se révèle ainsi aussi active dans l'action laïque qu'elle ne l'avait été dans la section des femmes de l'Internationale. Elle participe à des réunions et des congrès un peu partout dans la région verwiétoise mais aussi à Bruxelles et à nouveau en Hainaut. Avec une Bruxelloise, elle est une des deux seules femmes que les dirigeants belges de la laïcité recommandent pour parler dans les cercles rationalistes qui cherchent une oratrice.

On la retrouve dix ans plus tard, à la fin des années 1880, sous le nom de citoyenne Maréchal, dans des meetings politiques organisés par la coopérative socialiste verwiétoise. Elle continue à tenir des discours plus révolutionnaires que réformistes, à une époque où les orateurs du POB acceptent encore, mais plus pour longtemps, de partager la tribune, à Verviers, avec des militants anarchistes. Mais elle se dit clairement membre du POB en 1889 quand elle parle à Liège devant 700 femmes en grève à la Linière de St-Léonard, ce qui est devenu aujourd'hui l'hôtel Bedford.

Dans le combat rationaliste, elle est, toujours en 1889, une des 18 adhérentes du Cercle verwiétois de la Libre pensée et, une fois encore, il faut souligner que ces ouvrières verwiétoises

sont l'exception dans un milieu essentiellement masculin. C'est ainsi que dans le cortège qui rassemble à Liège cette année-là 1.200 manifestants pour le centenaire de la Révolution française, il y a en tout et pour tout 22 femmes dont nos 18 Verviétoises conduites par Marie Mineur.

A l'actif de ces militantes, il y a encore l'organisation à Verviers de la toute première « fête de la jeunesse » laïque organisée en Wallonie, en mai 1888, une fête dont Marie Mineur restera la cheville ouvrière au moins jusqu'en 1897. Cette manifestation sera organisée à la Maison du Peuple de Verviers chaque dimanche de Pentecôte jusque 1906 au moins, tantôt par le Club rationaliste verviétois, tantôt par le cercle L'Athéisme ou encore par leur Fédération. La fête rassemble chaque fois une vingtaine d'enfants seulement et les femmes restent toujours minoritaires dans ces associations puisqu'au banquet du 20^{ème} anniversaire de l'Athéisme en 1897, elles ne sont que 10 parmi 120 participants, 10 parmi lesquelles Marie Mineur, à qui on rend hommage mais dont c'est aussi la dernière trace d'activité militante. Elle a alors 66 ans.

Nous disposons de moins de sources ensuite mais il est certain que les cercles rationalistes commencent alors à être en perte de vitesse partout dans le pays, car le POB les soutient désormais avec réticence par électoralisme afin de ne pas s'aliéner l'électorat chrétien. Il en sera de même au début du XXe siècle pour les organisations féminines du POB, qui vont jusqu'à disparaître à Verviers. C'est ainsi qu'il n'y a aucun groupe féminin dans le cortège du 1^{er} mai 1910, alors que quinze ans plus tôt existaient une section de coopératrices et une mutuelle des femmes. En fait, les 25 années d'efforts de Marie Mineur dans le dernier quart du XIXe siècle auront été réduits à néant à la veille de la guerre de '14.

8. Dernières années, oubli et renaissance

Marie Mineur tombe alors dans l'oubli, et elle y restera non seulement parce que l'histoire des femmes a été très longtemps occultée mais aussi, dans le cas de Marie Mineur, parce qu'elle a survécu au premier conflit mondial. Lors de son décès en 1923 à l'âge de 92 ans, la même année qu'Eugène Hins et qu'un des fondateurs de l'Internationale à Verviers, Frédéric-Joseph Thiry, une nouvelle génération de militants a pris la relève et le nom de Thiry comme de Marie Mineur ne disait absolument plus rien aux jeunes qui écrivent alors dans le journal syndical *Le Travail*.

Pas une ligne n'est consacrée au décès de Marie bien qu'il survienne au moment où se reconstituent des organisations féminines socialistes, aucune ne commémorera la pionnière du XIXe siècle, qui sera gommée de l'histoire pendant des décennies.

Dans les années 1970, quand le nom de Marie Mineur est pris comme porte-drapeau un demi-siècle après sa mort par des féministes louviéroises qui seront elles aussi particulièrement actives en milieu ouvrier à un siècle de distance avec notre Verviétoise, ces féministes louviéroises ne connaissent rien de Marie Mineur exceptés ses nom et prénom et qu'elle aurait été une des rares figures féminines du mouvement ouvrier belge au XIXe siècle.

Voilà qui explique que Marie Mineur n'est reprise ni dans le *Dictionnaire historique de la laïcité en Belgique* paru en 2005, ni dans le livre *Des femmes dans l'histoire en Belgique* paru l'année

suivante, ni dans le *Dictionnaire des femmes belges des 19^{ème} et 20^{ème} siècles* paru en 2006 également. Il faut dire qu'aucune militante ouvrière de la première Internationale ne figure parmi les 400 femmes recensées dans ce *Dictionnaire*, qui fait commencer l'histoire du féminisme belge en milieu ouvrier avec une autre travailleuse du textile, la Gantoise Emilie Claeys dont j'ai parlé toute à l'heure, qui milita dans les rangs des socialistes flamands de 1886 à 1894 avant de rompre avec le POB.

Par contre, notre Marie Mineur apparaît maintenant parmi les Wallons célèbres sur le site web de la Région wallonne et elle va prendre place cette année dans la très officielle *Biographie nationale de Belgique* tout comme dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier belge*.

Pour celles et ceux que l'histoire des militantes de la ère Internationale intéresse, je signale qu'outre les divers livres que j'ai montrés, il existe un ouvrage sur la grève des travailleuses de la soie à Lyon en 1869, un autre sur la militante lyonnaise Virginie Barbet, sans oublier bien sûr la grande figure de Louise Michel, ou encore, pour se limiter aux milieux révolutionnaires post-communards en France, la journaliste parisienne Camille Remy dite Séverine, bref autant de femmes qui furent comme Marie Mineur à la fois des pionnières de la cause des femmes et de la cause du peuple.

Je vous remercie pour votre attention et de ne pas m'en vouloir si je ne sais pas répondre à toutes vos questions, n'ayant plus approfondi ce sujet depuis 3 ans maintenant.